



Le RIOCM dénonce le refus du Secrétariat à la jeunesse de soutenir le projet des jeunes du BCJ

Montréal, 10 avril 2013 – Le Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM) ne comprend pas la position du Secrétariat à la jeunesse qui refuse de soutenir le projet de Sommet des jeunes présenté par le Bureau de consultation jeunesse, un organisme communautaire membre du regroupement.

Ce projet visant à donner la parole à des jeunes, à travers le Québec, sur les politiques jeunesse cadre pourtant tout à fait dans le mandat du Secrétariat. « Il est tout à fait incompréhensible que le gouvernement se prive de la parole et de l'implication de centaines de jeunes du milieu communautaire alors qu'il devrait plutôt les encourager. Léo Bureau-Blouin devrait être le premier à reconnaître ça! », déplore Sébastien Rivard, coordonnateur du RIOCM.

Le Secrétariat à la jeunesse finance pourtant des projets comme Réunir/Réussir en versant 3,4 millions \$ à la Fondation Chagnon ou le Groupement des chefs d'entreprises du Québec à hauteur de 200 000\$. Est-ce que leur parole vaut davantage que celle des jeunes du communautaire?

Loin de dédoubler le projet de consultation mené par Léo Bureau-Blouin et le Secrétariat à la jeunesse, ce projet du BCJ permettrait de rejoindre des jeunes qui ne le seraient pas autrement. « La consultation officielle du gouvernement, qui passe par les réseaux des Carrefour jeunesse emploi et des Forums jeunesse, ne rejoindra pas les jeunes plus marginalisés que seuls les organismes communautaires sont en mesure de mobiliser, », ajoute Sébastien Rivard.

Le Bureau de consultation jeunesse est un des fleurons du milieu communautaire jeunesse. Comme son nom l'indique, il a pour mission de consulter les jeunes et de favoriser leur participation sociale. Il a contribué au développement des cliniques-jeunesse en CLSC, du travail de rue, des maisons de jeunes et de l'hébergement jeunesse, entre autres. Il a donc toute l'expertise et l'expérience pour mener un tel projet.

Le RIOCM demande à la première ministre Pauline Marois d'appuyer ce projet et de demander au Secrétariat à la jeunesse de le financer.